



Un ministre israËlien propose de larguer une bombe nuclËaire sur les Palestinien.ne.s de Gaza

Description

Note d'information urgente de « Documenter et d'abolir l'apartheid ».

Par Documenter et d'abolir l'apartheid, le 6 novembre 2023



Le 5 novembre 2023, le ministre israËlien du patrimoine (parti du Pouvoir juif), Amichai Eliyahu, [a suggËrË](#), dans une interview accordËe à la radio israËlienne, de larguer une bombe nuclËaire sur le ghetto de Gaza, o' 2,3 millions de Palestinien.ne.s sont pris.es au piËge de l'occupation

israélienne et d'un siège total. C'est la première fois qu'un ministre israélien admet publiquement : 1) qu'Israël possède des armes nucléaires, et 2) qu'Israël pourrait les utiliser pour éliminer des millions de Palestiniens.

Le journaliste israélien chevronné Yossi Melman a réagi à la révélation d'Eliyahu en [déclarant](#) : « Il a dit soixante ans d'ambiguïté [nucléaire israélienne] ». Cette révélation vient également ajouter aux preuves irréfutables de l'intention des dirigeants israéliens de commettre un génocide à Gaza.

Même sans bombe nucléaire, Israël a déjà bombardé Gaza avec une puissance destructrice [équivalente à deux bombes nucléaires de la taille de celle larguée par les États-Unis sur Hiroshima pendant la Seconde Guerre mondiale](#).

À Gaza, les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par Israël comprennent les [bombardements aveugles](#), le [nettoyage ethnique](#), le [refus de l'aide humanitaire](#) et l'utilisation illégale d'[armes explosives](#) et de [phosphore blanc](#) contre les civils. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par Israël comprennent également les [déplacements forcés](#), les coupures d'eau, de nourriture, de médicaments et de carburant, et l'utilisation de la « famine comme arme de guerre », comme l'ont déclaré [Oxfam](#) et les [organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme](#).

Des [fonctionnaires](#) et des [experts](#) des Nations Unies, le [Center for Constitutional Rights](#), basé aux États-Unis, [880 universitaires internationaux](#), [des experts de l'Holocauste et du génocide](#), [l'Organisation de la coopération islamique](#), [des dirigeants mondiaux](#) et des [organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme](#) ont tous mis en garde contre le génocide qu'Israël est en train de perpétrer dans la bande de Gaza.

Outre les pressions qu'il est urgent d'exercer sur les décideurs politiques du monde entier pour qu'ils imposent à l'axe américano-israélien et à ses partenaires européens un cessez-le-feu immédiat, la levée du siège et l'autorisation de l'aide humanitaire vitale à Gaza, les mouvements de base et les organisations de la société civile sont appelés à exercer immédiatement des pressions pour enquêter sur les armes nucléaires et autres armes de destruction massive d'Israël et, à terme, pour les supprimer. L'urgence est d'autant plus grande qu'Israël est un état [d'apartheid](#), tel qu'il est désigné par un consensus croissant d'organisations de défense des droits de l'homme.

Il est urgent d'imposer un embargo militaire à Israël, un état d'apartheid nucléaire avéré qui menace d'utiliser des armes nucléaires dans le cadre de sa campagne génocidaire contre les Palestiniens. Tous les états qui fournissent des armes à Israël, en particulier les États-Unis, mais aussi l'Allemagne, qui a vendu à Israël des sous-marins de classe Dolphin [lourdement subventionnés](#) et spécialement [modifiés](#) pour transporter des missiles à tête nucléaire, devront répondre de leur complicité dans des crimes contre l'humanité, [voire des génocides](#).

Comme l'a [récemment écrit Craig Mokhiber](#), haut fonctionnaire des Nations Unies, avant de quitter son poste, « Nous devons plaider pour le retrait et la destruction des stocks massifs d'armes nucléaires, chimiques et biologiques d'Israël, de peur que le conflit ne conduise à la destruction totale de la région et, peut-être, au-delà ».

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), contrôlée de manière hégémonique par les États-Unis et les puissances européennes, comme la plupart des autres entités « internationales », a consacré des années et des ressources considérables à enquêter de manière intrusive et agressive sur les États soupçonnés de près ou de loin de vouloir développer des armes nucléaires. Maintenant qu'Israël admet posséder des bombes nucléaires et se déclare prêt à les utiliser contre les civils palestiniens, tous les États soucieux de préserver le caractère sacré et la crédibilité du droit international doivent faire pression sur l'AIEA pour qu'elle enquête sur les armes nucléaires et les capacités nucléaires militaires d'Israël et, en fin de compte, qu'elle les retire et les détruise. Si elle ne le fait pas, elle enverra un message fort au reste de l'humanité : l'AIEA n'est pas seulement hypocrite, elle sert aussi d'outil supplémentaire à l'hégémonie occidentale sur les pays du Sud.

« Documenter et démanteler l'apartheid » a été lancé par des organisations de la société civile palestinienne et soutenu internationalement par des dirigeants politiques, des diplomates, des personnalités culturelles, des organisations et des personnes de conscience, cet effort anti-apartheid mondial mené par les Palestiniens vise à activer les mécanismes de l'ONU pour enquêter sur le régime d'apartheid israélien et le démanteler en mobilisant les efforts de la base.

Source: [Investigate & Dismantle Apartheid](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2023/11/06